

Service protection animale et environnement
3 rue Fleischhauer
Cité administrative – Bâtiment C
68026 Colmar Cedex

Colmar, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL GUIDAT BENOIT ET JEAN PAUL

310 NOIRRUPT
68370 Orbey

Références : 2025/SB/1030
Code AIOT : 0006706273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement EARL GUIDAT BENOIT ET JEAN PAUL implanté 310 NOIRRUPT PAIRIS 68370 Orbey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL GUIDAT BENOIT ET JEAN PAUL
- 310 NOIRRUPT PAIRIS 68370 Orbey
- Code AIOT : 0006706273
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un élevage de truites arc-en-ciel et de truites fario.

Les poissons sont vendus en majorité vivants à des associations de pêche du département, et l'exploitant transforme environ 20% de sa production.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Alimentation à partir d'un cours d'eau	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Demande d'action corrective	6 mois
5	Dossier de l'installation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stockage produits dangereux	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11	Sans objet
3	Paramètres des effluents rejetés	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	Sans objet
4	Stockage cadavres	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Absence de continuité écologique sur le cours d'eau Noirrupt.

Absence de mise en place de dispositifs de suivi de débits sur le site.

Présence non systématique de grilles à chaque prise d'eau à chaque retour de l'eau dans la rivière, avec ouvertures des grilles excédant parfois 10mm.

Plan du site non tenu à jour : absence d'un bassin et points de prélèvements en eau non exhaustifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation à partir d'un cours d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7
Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de la pisciculture est conforme « au I de l'article L. 214-17 et » à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ; - les prélèvements d'eau associés. <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.</p> <p>[...]</p> <p>La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.</p> <p>L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.</p>
<p>Constats :</p> <p>La pisciculture est alimentée en eau par dérivation d'un petit ruisseau en provenance du lac Noir, le Noirrupt. L'alimentation du Noirrupt est artificielle.</p> <p>Les bassins sont disposés en série avec prises d'eau à partir du Noirrupt (10 prises d'eau au total) et retour à la rivière. Le Noirrupt suit son cours au sein de la pisciculture. Les berges du ruisseau sont correctement entretenues.</p> <p>Ce ruisseau du Lac noir est classé en liste 2 au titre du I de l'art L214-17 du CE. Les cours d'eau de cette liste sont ceux pour lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Sur le site de la pisciculture, un problème de continuité écologique est constaté : certains passages peuvent être considérés comme infranchissables.</p> <p>D'autre part, si des grilles sont présentes en amont et en aval des bassins, elles ne sont pas systématiquement présentes à chaque prise d'eau et avant chaque retour de l'eau au ruisseau, et les</p>

ouvertures des grilles présentes excèdent parfois 10 millimètres. Enfin, aucun dispositif de suivi des débits n'est mis en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de : - présenter à l'inspection un projet visant à rétablir la continuité écologique ; - mettre en place au niveau de chaque prise d'eau et de chaque retour des grilles dont les ouvertures n'excèdent pas 10 millimètres ; - mettre en place un dispositif de suivi des débits sur l'exploitation, et faire installer 2 échelles limnimétriques permettant de mesurer le débit du cours d'eau : 1) Une située dans la partie centrale du cours d'eau qui traverse la pisciculture (pour la mesure du débit réservé), à l'endroit potentiellement le plus impacté, où sont présents 3 bassins en dérivation. 2) Une située à l'aval des installations (pour la mesure du débit instantané de la rivière). Pour chaque échelle limnimétrique, une courbe de tarage doit être réalisée pour établir la relation entre la hauteur de l'eau et le débit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Stockage produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11
Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement
Prescription contrôlée : Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.
Constats : Les produits de traitement (Incimaxx Aquatic), et nettoyage et désinfection (Désogerme microchoc) sont stockés dans un hangar couvert et bétonné. L'incimaxx Aquatic, désinfectant bactéricide qui constitue un substitut écologique au formol, est stocké au sein d'une armoire à produits phytosanitaire fermée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Paramètres des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15
Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] 2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5. 3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place.

[...]

5. [...]

Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH₄⁺, NO₂⁻, PO₄³⁻ et DBO₅ ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :

- MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg/l ;
- NH₄⁺ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH₄⁺) ne dépasse pas 0,5 mg/l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/l ;
- NO₂⁻ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg/l ;
- PO₄³⁻ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/l ;
- DBO₅ (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg/l.

Une augmentation ou une diminution de la distance du point de prélèvement en aval de la pisciculture dans la limite de 300 mètres peut être autorisée par l'arrêté d'autorisation, sous réserve de la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

[...]

Constats :

Les dernières analyses concernant les paramètres des effluents rejetés, effectuées à 100m en aval de la pisciculture, datent du 29/04/2025 (Aspect service environnement, rapport d'analyse n°DOS2504-1138 / 25-02631 du 12 mai 2025).

Les valeurs sont conformes aux seuils pour tous les paramètres : pH, taux de saturation en oxygène dissous, MES, NH₄⁺, NO₂⁻, PO₄³⁻ et DBO₅.

Les analyses précédentes dataient du 09/06/2015. L'article 24 de l'arrêté du 01/04/2008 indique que : « La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres [...] ne peut être inférieure à une fois par an. »

L'exploitant indique qu'un protocole d'analyse a été mis en place cette année avec la FAGE, comprenant des prélèvements réalisés deux fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage cadavres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18

Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Constats :

Les poissons morts et les déchets de transformation sont stockés dans un congélateur présent dans le local de stockage, en attendant leur enlèvement par la société AGRIVALOR. AGRIVALOR collecte ces sous-produits à la demande de l'exploitant, en moyenne une à deux fois par mois.

L'exploitant conserve les relevés mensuels d'AGRIVALOR dans un classeur. Par exemple, la facture n° 06-25020070 du 28/02/2025 est présente.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dossier de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ;- les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosérie-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ;- les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ;- le cahier d'épandage, le cas échéant. Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : L'exploitant tient à jour les données concernant l'encadrement zootechnique, sanitaire et médical de l'exploitation pour les poissons qu'il détient, ainsi que les données relatives aux mouvements de animaux, aux soins qui leur sont apportés et aux interventions vétérinaires. Il a également présenté à l'inspection les résultats des dernières analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets. Néanmoins, aucune méthode d'estimation des débits (dérivé et réservé) n'est mise en place. De plus, les plans de l'exploitation ne sont pas à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi des débits pour son site d'élevage (Cf point n°1). De plus, l'exploitant doit fournir un plan à jour de son site et de ses bassins. Ce plan indiquera précisément : <ul style="list-style-type: none">- tous les points de prélèvement en eau de la pisciculture à partir de la rivière Noirrupt ;- le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage ;- la localisation des grilles amont/aval délimitant la pisciculture (pour chaque prise d'eau et retour d'eau à la rivière) ;- les points de rejets des effluents de la pisciculture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois